

PREFECTURE DE LA SARTHE

Arrêté n° 980/3582 du 15 septembre 1998

**Pris en complément de l'arrêté n° 980/2762 16 juillet 1998
portant approbation du plan de prévention du risque naturel prévisible relatif
aux risques d'inondation de la rivière le Loir sur la commune de La Flèche**

LE PREFET DE LA SARTHE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-7 ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 960/0033 du 9 janvier 1996 prescrivant un plan de prévention du risque naturel prévisible relatif aux risques d'inondation sur la totalité du territoire de la commune de La Flèche ;

VU l'arrêté préfectoral n° 970/2391 du 3 juillet 1997 prescrivant une enquête publique sur le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles relatifs aux risques d'inondation sur la commune de La Flèche ;

VU l'arrêté préfectoral n° 980/2762 du 16 juillet 1998 portant approbation du plan de prévention du risque naturel prévisible relatif aux risques d'inondation de la rivière le Loir sur la commune de La Flèche ;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 10 septembre 1997 au 10 octobre 1997 ;

VU l'avis favorable assorti de réserves émis par le commissaire-enquêteur ;

VU les modifications apportées au projet de plan suite aux conclusions de l'enquête publique ;

VU la délibération du conseil municipal de La Flèche en date du 9 juillet 1998 ;

CONSIDERANT la nécessité de préciser la liste des pièces réglementaires annexées à l'arrêté n° 980/2762 16 juillet 1998 susvisé portant approbation du plan de prévention du risque naturel prévisible relatif aux risques d'inondation de la rivière Le Loir sur la commune de La Flèche ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental de l'équipement,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

ARRÊTE

Article 1er : Aux documents constituant le plan de prévention du risque naturel prévisible relatif aux risques d'inondation de la rivière le Loir sur la commune de La Flèche, énumérés à l'article 2 de l'arrêté n° 980/2762 du 16 juillet 1998, sont ajoutés en premier tiret les mots :

- « de la note de présentation incluse dans les documents soumis à enquête publique du 10 septembre 1997 au 10 octobre 1997 »

Article 2 : La note de présentation citée à l'article 1er et jointe à cet arrêté est intégrée aux documents annexés à l'arrêté n° 980/2762 du 16 juillet 1998.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de La Sarthe, Monsieur le sous-préfet de La Flèche, Monsieur le Maire de La Flèche, Monsieur le directeur départemental de l'équipement et Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

LE PREFET

Jean Michel BERARD

Pour ampliation,
L'attaché chef du service interministériel
de défense et de protection civile


Ph. ROFORT

PREFECTURE DE LA SARTHE

Arrêté n° 980/2762 du 16 juillet 1998

**portant approbation du plan de prévention du risque naturel
prévisible relatif aux risques d'inondation de la rivière le Loir
sur la commune de La Flèche**

LE PREFET DE LA SARTHE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40.1 à 40.7 ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 960/0033 du 9 janvier 1996 prescrivant un plan de prévention du risque naturel prévisible relatif aux risques d'inondation sur la totalité du territoire de la commune de La Flèche ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 970/2391 du 3 juillet 1997 prescrivant une enquête publique sur le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux risques d'inondation sur la commune de La Flèche ;

Vu l'enquête publique ayant eu lieu du 10 septembre 1997 au 10 octobre 1997 ;

Vu l'avis favorable du 6 novembre 1997 du commissaire enquêteur assorti de réserves ;

Vu les modifications apportées au projet de plan suite à l'enquête publique ;

Vu la délibération du conseil municipal du 9 juillet 1998 ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de l'équipement,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux risques d'inondation sur la commune de La Flèche est approuvé.

ARTICLE 2 : Ce plan est constitué :

- d'un règlement,
- d'un plan d'assemblage des cartes réglementaires,
- des cartes réglementaires n° 1 à l'échelle 1/5000ème, n° 2 et 3 à l'échelle 1/2000ème, n° 4 à l'échelle 1/5000ème,

annexés au présent arrêté.

En cas de discordance, les plans à l'échelle du 1/2000ème prévaudront sur ceux à l'échelle du 1/5000ème

ARTICLE 3 : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux risques d'inondation sur la commune de La Flèche approuvé est tenu à la disposition du public et peut être consulté :

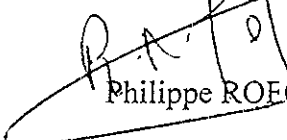
- dans les locaux de la préfecture de la Sarthe,
- dans les locaux de la sous-préfecture de La Flèche,
- à la mairie de La Flèche,
- à la direction départementale de l'équipement de la Sarthe – 34, rue Chanzy Le Mans.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché en mairie de La Flèche pendant un mois au minimum à la diligence de Monsieur le Maire de La Flèche et publié dans les deux journaux ci-après désignés :

- Le Maine Libre,
- Ouest France

ARTICLE 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, Monsieur le sous-préfet de La Flèche, Monsieur le Maire de la commune de La Flèche, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation,
L'attaché, chef du Service interministériel
de défense et de protection civile


Philippe ROFORT

LE PREFET,

Signé : Jean-Michel BERARD

PREFECTURE DE LA SARTHE

COMMUNE DE LA FLECHE

RIVIERE "LE LOIR"

**PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE
NATUREL INONDATION**

R E G L E M E N T

Annexé à l'arrêté préfectoral n° 980/2762 du 16 juillet 1998

**Direction Départementale de l'Équipement de la Sarthe
Service Equipements Publics
Unité Hydraulique
1, Rue du Vert Galant
72000 LE MANS**

SOMMAIRE

Pages

1. PREAMBULE	3
2. DEFINITIONS	6
3. INTERDICTIONS	7
4. AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS	8
5. DISPOSITIONS PARTICULIERES	16

**PLAN DE PREVENTION DU RISQUE NATUREL INONDATION
PAR LA RIVIERE "LE LOIR"
COMMUNE DE LA FLECHE**

R E G L E M E N T

1. PREAMBULE

Le Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels prévisibles constitue un outil réglementaire de décision pour les services de l'Etat et les Collectivités Locales

Il intervient pour :

- interdire les implantations humaines dans les zones inondables les plus dangereuses où quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement ;
- limiter les implantations dans les autres zones inondables ;
- limiter la vulnérabilité des constructions existantes ou autorisées ;
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques en amont et en aval.

La crue de référence, pour établir le PPR, est la crue centennale du Loir à La Flèche.

Le territoire de La Flèche, sur lequel porte le présent périmètre du PPR, a été divisé en quatre zones :

- une zone réglementaire forte
- une zone réglementaire moyenne
- une zone réglementaire faible, où il est prescrit des mesures destinées à assurer la cohérence avec les autres zones,
- une zone non exposée correspondant au reste du territoire où aucune mesure n'est prescrite.

Le règlement du PPR porte sur les trois premières zones.

Les zones réglementaire forte et réglementaire moyenne correspondent aux zones qui seraient inondées par une crue centennale

La zone réglementaire faible correspond à des secteurs non inondés mais inaccessibles en période de crue centennale. Ces secteurs constituent des "îles" au sein de la zone inondable par la crue centennale. Ils constituent des zones enclavées. Elle est créée pour prendre des mesures conservatoires qui assurent la cohérence avec les autres zones et permettent de ne pas augmenter les risques.

Ces trois zones sont cartographiées sur les cartes réglementaires.

Les cotes de référence indiquées sur les cartes réglementaires correspondent aux cotes qui seraient atteintes par la crue centennale dans ces zones.

Le système de référence est le système de nivellement Général Français normal NGF(IGN 69)

Les critères hydrauliques retenus pour le zonage de l'aléa "inondation" sont les suivants :

Aléa	Hauteur d'eau lors de la crue centennale	Vitesse lors de la crue centennale	Durée de submersion pour une crue centennale	Observations complémentaires
Fort	1 m à plus de 2 m	Forte à moyenne > 1 m/s	de 5 jours à plus de 10 jours	Distinction : - zones urbaines - zones naturelles
Moyen	0 à 1 m	Moyenne à faible de 0 m/s à 1 m/s	Moins de 5 jours	Distinction : - zones urbaines - zones naturelles
Faible	0	0	Inaccessibilité de la zone	- zones enclavées * zones urbaines zones naturelles

* Les zones enclavées sont des zones entièrement entourées par des zones d'aléa moyen.

Les trois zones réglementaires se déclinent comme suit :

Zones réglementaires	Aléas	Observations
Forte	Fort (Zone urbaine (Zone naturelle	Secteur urbain Secteur naturel
Moyenne	Moyen (Zone urbaine (Zone naturelle	Secteur urbain Secteur naturel
Faible	Faible (Zone urbaine (Zone naturelle	Zone enclavée Secteur urbain Secteur naturel

Le règlement précise les prescriptions applicables et les mesures d'interdiction dans chacune des trois zones réglementaires, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'acte approuvant le PPR

ZONE REGLEMENTAIRE FORTE

La zone réglementaire forte correspond à un secteur régulièrement inondé et à un secteur où, dans le cas d'événement exceptionnel du type crue centennale, les inondations sont redoutables en raison de l'intensité de leurs paramètres physiques, notamment hauteur d'eau, durée de submersion, vitesse de montée des eaux, vitesse du courant.

Cette zone réglementaire porte sur les secteurs qui sont régulièrement inondés

Aucune implantation de nouveaux biens ou de nouvelles activités ne peut être justifiée d'un point de vue économique face aux risques existants dans cette zone

Aucune mesure de protection par remblai, endiguement, ne doit être prise, d'une manière générale, dans ces zones pour permettre l'implantation de nouveaux biens ou de nouvelles activités afin de ne pas aggraver les risques pour les zones amont et aval. Des exceptions, justifiées par des contraintes de faisabilité, sont possibles : elles sont précisées par le présent règlement et font l'objet de nombreuses conditions de réalisation.

Il est de plus stratégiquement primordial de préserver cette zone de toute urbanisation afin de conserver les volumes capacitifs des champs d'expansion des crues.

Deux sous-secteurs sont identifiés dans la zone réglementaire forte :

- secteur naturel (secteur d'expansion des eaux à préserver)
- secteur urbain (qui correspond aux secteurs déjà urbanisés).

ZONE REGLEMENTAIRE MOYENNE

La zone réglementaire moyenne, exposée à un moindre degré que la zone réglementaire forte, implique néanmoins des mesures de prévention administratives et techniques à mettre en œuvre

Les limites de cette zone correspondent aux limites qui seraient atteintes par une crue centennale

Deux sous-secteurs sont identifiés dans la zone réglementaire moyenne :

- .. Secteur naturel (secteur d'expansion des eaux à préserver),
- .. Secteur urbain (qui correspond aux secteurs déjà urbanisés).

ZONE REGLEMENTAIRE FAIBLE

La zone réglementaire faible correspond à des zones enclavées : ce sont des zones entièrement entourées par des zones d'aléa moyen

Deux sous secteurs sont identifiés en zone réglementaire faible :

- Secteur naturel (secteur enclavé inclus dans des secteurs naturels de la zone réglementaire moyenne)
- Secteur urbain (secteur enclavé inclus dans des secteurs urbains de la zone réglementaire moyenne)

2. DEFINITIONS

Ce paragraphe a pour objet la définition de certains termes

Ainsi, au sens du présent règlement :

Le plan de prévention du risque naturel inondation est désigné dans le règlement par les initiales : PPRNI

La date d'approbation du PPRNI est la date de l'arrêté préfectoral qui l'approuve

Un sinistre lié à l'inondation est la destruction d'un des murs porteurs d'une construction ou la destruction de toutes les structures porteuses d'une construction due à la vitesse d'écoulement de l'inondation au droit de la construction .

La reconstruction après sinistre lié à une inondation ou après démolition volontaire s'entend comme une reconstruction de surface égale à la surface initiale de la construction avant le sinistre , ou avant la démolition volontaire, éventuellement augmentée de l'extension maximale autorisée par le règlement du PPRNI, déduction faite des extensions qui avaient été autorisées entre la date d'approbation du PPRNI et la date du sinistre ou de la démolition volontaire.

L'extension d'une construction s'entend comme accolée à la construction sauf pour les abris de jardin et les garages

L'emprise au sol initiale d'une construction est l'emprise au sol de la construction à la date de l'acte d'approbation du PPRNI

La cote de référence est la cote qui serait atteinte par les eaux lors de la crue centennale

Un impact nul, pour une infrastructure sur la ligne d'eau de la crue centennale est une surélévation de la ligne d'eau inférieure à la limite de validité du modèle mathématique utilisé pour mesurer l'impact. Le modèle utilisé doit avoir une limite de validité inférieure à 5 cm.

Un étage habitable d'une construction à usage d'habitation est un étage qui contient au moins une des pièces d'habitation suivantes : cuisine, salon, salle à manger, chambre, salle de bain, toilettes, buanderie, local technique.

Un étage utile d'une construction est un étage qui contient au moins une des pièces suivantes : local technique, local de stockage, surface de vente, bureaux, atelier, réception, accueil, sanitaires, locaux pour animaux. Cette définition s'applique aux constructions qui ne sont pas à usage d'habitation.

3. INTERDICTIONS

Sont interdits :

- *Occupation et utilisation du sol*

- Toute construction, à l'exception de celles autorisées à l'article 4 ;
- La reconstruction des biens détruits après un sinistre lié à une inondation ,
- La création de sous-sols, l'aménagement de sous-sols en locaux habitables ;
- Les augmentations des emprises au sol initiales des constructions existantes à la date d'approbation du PPRNI en zone réglementaire forte et zone réglementaire moyenne, à l'exception de celles autorisées à l'article 4 ;
- La création de logements dans les constructions, autres qu'à usage d'habitation, existantes à la date d'approbation du PPRNI en zone réglementaire forte et en zone réglementaire moyenne - secteur naturel ;
- Les équipements tels les centres de secours principaux, les hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, centre de post-cure et centres accueillant de façon permanente des personnes à mobilité réduite ;
- Les créations et l'extension des campings et des aires d'accueil des gens du voyage ;
- Les aires de stationnement en zone réglementaire forte - secteur naturel, en zone réglementaire moyenne - secteur naturel, en zone réglementaire faible - secteur naturel.

- *Obstacles à l'écoulement, limites à l'expansion des crues*

- Les exhaussements, remblais, digues, clôtures, murs, en zone réglementaire forte et en zone réglementaire moyenne à l'exception de ceux autorisés à l'article 4.

- *Plantations*

- Les plantations d'arbres, arbustes, haies en zone réglementaire forte et en zone réglementaire moyenne à l'exception de celles autorisées à l'article 4

- *Stockage de produits et de matériaux*

- Tout stockage de produits et de matériaux, y compris le stockage de troncs d'arbres, à l'exception de ceux autorisés à l'article 4 :

Cette règle s'applique à la zone réglementaire forte et à la zone réglementaire moyenne pour la période du 1er octobre au 31 mars

4. AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS

Sont autorisés

4.1. - Occupation et utilisation du sol

Gestion de bien existants

- Les travaux d'entretien, de maintenance des constructions, biens et installations ;
- Les aménagements internes, la création d'étages supplémentaires, la création de nouvelles ouvertures au sein des constructions ;

Augmentation du nombre de logements - création de logements

Cette règle s'applique aux constructions existantes à la date d'approbation du PPRNI

- L'augmentation du nombre de logements dans les constructions à usage d'habitation en zone réglementaire forte, en zone réglementaire moyenne et en zone réglementaire faible.

- La création de logements dans les constructions autres qu'à usage d'habitation en zone réglementaire moyenne - secteur urbain - et en zone réglementaire faible.

Extension - Augmentations d'emprises au sol

Cette règle s'applique aux constructions existantes à la date d'approbation du PPRNI.

Zone réglementaire forte

- Les extensions des constructions à usage d'habitation, à condition qu'elles soient destinées à des locaux sanitaires ou techniques et n'aient pas pour effet d'augmenter de plus de 10 m² l'emprise au sol initiale de la construction

Des mesures de mise en sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens et des activités devront être mises en oeuvre à l'occasion de ces travaux :

- Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible

- Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau

Ces extensions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre

Zone réglementaire moyenne

- Les extensions multiples ou successives des constructions à usage d'habitation limitées à une augmentation maximale de 30 m² de l'emprise au sol initiale de la construction ou à une augmentation maximale de 40 m² de l'emprise au sol initiale de la construction dans le cas de réalisation, dans le cadre des extensions, de locaux sanitaires ou techniques indispensables.

Des mesures de mise en sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens et des activités devront être mises en oeuvre à l'occasion de ces travaux :

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau

Ces extensions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre

- Les extensions multiples ou successives des constructions agricoles de stockage limitées à une augmentation maximale de 100 m² de l'emprise au sol initiale de la construction.

Des mesures de mise en sécurité et de réduction de la vulnérabilité des biens et des activités devront être mises en oeuvre à l'occasion de ces travaux :

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible,

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.

Ces extensions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre.

- Les extensions des constructions agricoles d'élevage dues aux mises aux normes des installations à condition que la capacité d'accueil de la construction reste identique à sa capacité d'accueil initiale.

Des mesures de mise en sécurité des animaux et de réduction de la vulnérabilité des biens et des activités devront être mises en oeuvre à l'occasion de ces travaux :

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible,

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau

Ces extensions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre

- Les extensions multiples et successives des constructions autres que les habitations et les bâtiments agricoles limitées à une augmentation maximale de 20 % de l'emprise au sol initiale de la construction lorsque l'emprise au sol initiale est inférieure à 500 m² et limitées à une augmentation maximale de 100 m² de l'emprise au sol initiale dans les autres cas.

Des mesures de mise en sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens et des activités devront être mises en oeuvre à l'occasion de ces travaux :

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible,

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau

Ces extensions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre.

Zone réglementaire faible

- Les extensions des constructions existantes Ces extensions feront l'objet de déclarations auprès des services du cadastre

Reconstructions

Cette règle s'applique aux constructions existantes à la date d'approbation du PPRNI

Zones réglementaires forte et moyenne

- Les reconstructions après démolition volontaire et après sinistre non lié à une inondation

Des mesures de mise en sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens et des activités devront être mises en oeuvre à l'occasion de ces travaux :

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible.

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.

Des mesures d'étanchéité du bâtiment sous le niveau de la cote de référence seront mises en oeuvre (dispositifs d'obturation des ouvertures, relèvement des seuils) dans la mesure du possible

La cote du plancher du premier étage habitable ou utile sera au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence.

Un accès au premier étage habitable ou utile par escalier extérieur sera mis en oeuvre.

Ces reconstructions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre.

Zone réglementaire faible

- Les reconstructions après démolition volontaire ou après sinistre non lié à l'inondation

Changement de destination

Cette règle s'applique aux constructions existantes à la date d'approbation du PPRNI.

Zone réglementaire forte

- Le changement de destination des constructions en secteur naturel dans le but de créer des bâtiments agricoles de stockage. Des mesures de réduction de la vulnérabilité des biens devront être mises en oeuvre à l'occasion des travaux liés au changement de destination :

La cote du plancher du premier étage utile sera au minimum à 0,20 mètres au dessus de la cote de référence

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible.

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau

Un accès au premier étage utile par escalier extérieur sera mis en oeuvre.

- Le changement de destination des constructions en secteur urbain. Des mesures de mise en sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens et des activités devront être mises en oeuvre à l'occasion des travaux liés au changement de destination :

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.

Des mesures d'étanchéité du bâtiment sous le niveau de la cote de référence seront mises en oeuvre (dispositifs d'obturation des ouvertures, relèvement des seuils) dans la mesure du possible

La cote du plancher du premier étage utile des constructions sera au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence.

Un accès au premier étage utile par escalier extérieur sera mis en oeuvre

Zone réglementaire moyenne

- Le changement de destination des constructions en secteur naturel dans le but de créer des bâtiments agricoles de stockage. Des mesures de réduction de la vulnérabilité des biens devront être mises en oeuvre à l'occasion des travaux dus au changement de destination :

La cote du plancher du premier étage utile sera au minimum 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible.

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau

Un accès au premier étage utile par escalier extérieur sera mis en oeuvre

- Le changement de destination des constructions en secteur urbain. Des mesures de mise en sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens et des activités devront être mises en oeuvre à l'occasion des travaux liés au changement de destination :

Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible.

Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau

Des mesures d'étanchéité du bâtiment sous le niveau de la cote de référence seront mises en oeuvre (dispositifs d'obturation des ouvertures, relèvement des seuils) dans la mesure du possible.

La cote du plancher du premier étage habitable des constructions devenues des habitations suite au changement de destination sera au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence

- La cote du plancher du premier étage utile des constructions sera au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence.

Un accès au premier étage habitable ou utile par escalier extérieur sera mis en oeuvre

Zone réglementaire faible

- Les changements de destination des constructions dans le but de créer un bâtiment agricole de stockage, en secteur naturel,

- Les changements de destination des constructions, en secteur urbain

Constructions

- Les abris strictement nécessaires aux installations de pompage pour l'irrigation, d'une superficie inférieure à 6 m². Ces constructions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre. Ces constructions ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination ultérieur

4.2. Infrastructures publiques

- Les infrastructures publiques de transport :

1) Pour celles ne nécessitant pas un franchissement de la rivière le Loir sous l'ensemble des conditions suivantes :

- qu'elles aient un impact nul sur la ligne d'eau de la crue centennale,
- qu'elles aient un tracé (profil en long) permettant d'obtenir des volumes de remblais égaux ou inférieurs aux volumes de déblais, et suivant au maximum la topographie initiale du site,
- que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces infrastructures et en avertisse le public par une signalisation appropriée,
- qu'une implantation de ces équipements soit impossible techniquement en dehors de la zone inondable, ou en dehors d'une zone enclavée.
- qu'un piquetage adapté balise la voie et rende visible son tracé en période de faible submersion

2) Pour celles nécessitant un franchissement de la rivière le Loir, sous l'ensemble des conditions suivantes :

- qu'elles aient un impact nul sur la ligne d'eau de la crue centennale,
 - que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces infrastructures et en avertisse le public par une signalisation appropriée,
 - que toutes les mesures soient prises pour assurer le libre écoulement des eaux,
 - qu'une implantation de ces équipements soit impossible techniquement en dehors de la zone inondable,
 - qu'un piquetage adapté balise les parties submersibles de la voie et rende visible leurs traces en période de faible submersion
- Les remblais nécessaires à la réalisation du franchissement du Loir par ces infrastructures sont autorisés.

- Les infrastructures publiques de captage et de traitement des eaux, les réseaux techniques publics sous l'ensemble des conditions suivantes :

- que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces infrastructures et en avertisse le public par une signalisation appropriée.
- que toutes les mesures soient prises pour assurer le libre écoulement des eaux,
- qu'une implantation de ces équipements soit impossible techniquement en dehors d'une zone inondable ou en dehors d'une zone enclavée
- que la cote du plancher du premier étage utile des constructions à créer dans le cadre de la réalisation de ces équipements soit au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence. Ces constructions ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination ultérieur.

4.3. *Infrastructures privées*

- Les chemins privés, sous l'ensemble des conditions suivantes :

qu'ils aient un impact nul sur la ligne d'eau de la crue centennale,
qu'ils aient un tracé (profil en long) permettant d'obtenir des remblais égaux ou inférieurs aux volumes des déblais et suivant au maximum la topographie initiale du site,
que la commune, dans le cas de chemins ruraux, prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces chemins et en avertisse le public par une signalisation appropriée,
que leur implantation soit impossible en dehors de la zone inondable ou en dehors d'une zone enclavée,
qu'un piquetage adapté balise la voie et rende visible son tracé en période de faible submersion

- Les systèmes d'assainissement individuel et les remblais nécessaires à ces équipements

4.4. *Aires de stationnement ouvertes au public*

- La création d'aires de stationnement ouvertes au public en secteur urbain sous l'ensemble des conditions suivantes :

que le maître d'ouvrage avertisse le public des risques d'inondation à l'aide d'une signalisation efficace.
que des mesures compensatoires soient prises en cas d'imperméabilisation des sols (création de bassin tampon ,de structure réservoir .),
qu'elles aient un impact nul sur la ligne d'eau de la crue centennale,
que leur réalisation permette d'obtenir un volume des remblais égal ou inférieur au volume des déblais et modifie faiblement la topographie initiale

4.5. *Equipements de loisirs*

- L'ouverture, du 1er mars au 31 octobre, des campings existants à la date de l'acte approuvant le PPR. Un dispositif d'alerte prévoyant les conditions d'évacuation sera exigé

- Les aménagements de sécurité des installations sportives et de loisirs :

Pour ces constructions, dans le cadre de ces aménagements, l'augmentation de l'emprise au sol est autorisée.

4.6. *Base de plein air et de loisirs du plan d'eau de la Monnerie*

- Cette règle s'applique au plan d'eau actuel et à ses futures extensions.

Zone réglementaire forte

- Les équipements et les constructions nécessaires à des activités nautiques à condition :

- qu'ils soient situés à moins de 50 mètres de la rive du plan d'eau,
- qu'ils n'aient pas pour effet de porter l'emprise de l'ensemble des équipements et des constructions, présents à la fois en zone d'aléa fort et dans une bande de 50 mètres autour du plan d'eau à plus de 150 m².

Ces constructions devront faire l'objet de déclaration auprès des services du Cadastre. Ces constructions ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination ultérieur.

Zone réglementaire moyenne

- Les équipements et les constructions nécessaires à des activités nautiques, les équipements et les constructions liés aux activités de tourisme et de loisirs ouverts au public, à condition :

- que les constructions ne soient pas à usage d'habitation,
- que les constructions ne soient pas à usage hôtelier,
- qu'ils soient situés à moins de 150 mètres de la rive du plan d'eau,
- qu'ils n'aient pas pour effet de porter l'emprise de l'ensemble des équipements et constructions présents à la fois dans la zone d'aléa moyen et dans une bande de 150 mètres autour du plan d'eau, à plus de 850 m²,
- que le premier niveau de plancher des constructions, autres que celles liées à l'activité nautique, soit à 0,20 m au-dessus de la cote de référence.

Ces constructions devront faire l'objet de déclaration auprès des services du cadastre. Ces constructions ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination ultérieur.

4.7. Stockage de produits et de matériaux

Cette règle s'applique à la zone réglementaire forte à la zone réglementaire moyenne pour la période du 1er octobre au 31 mars.

- Le stockage, à l'extérieur, de produits et de matériaux arrimés, à condition que le volume des stockages à l'extérieur soit inférieur à 3 m³ par parcelle.

- Le stockage de produits et matériaux à l'intérieur de locaux fermés.

Pour les citernes enterrées ou non, c'est-à-dire tous les récipients contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des produits dangereux, les orifices de remplissage et le débouché des tuyaux évents devront être placés à une cote égale à la cote de référence augmentée de 0,20 mètre.

4.8. Plantations

Cette règle s'applique à la zone réglementaire forte à la zone réglementaire moyenne

- La replantation à l'équivalent des haies existantes à la date d'approbation du PPRNI

- Les plantations d'arbres à hautes tiges en lignes parallèles au sens du courant espacées d'au moins 10 mètres, avec des arbres espacés de 6 mètres dans chaque ligne. Les plantations seront à plus de 10 mètres des berges

Les plantations de berges utiles à la prévention des érosions : elles seront effectuées avec des sujets choisis parmi les essences adaptées (frêne, aulne, saule).

- Les haies parallèles au courant et espacées d'au moins 10 mètres dans les espaces verts aménagés collectifs.

4.9. Voie d'eau

- La construction et l'entretien des ouvrages hydrauliques (barrage, clapet, moulin, écluse) en fonction des droits d'eau antérieurs

- Les stations de jaugeage, de mesure de qualité des rivières. Les constructions nécessaires à ces équipements sont autorisées sous réserve d'une emprise au sol inférieure à 6 m². Ces constructions ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination ultérieur.

4.10. Obstacles à l'écoulement des crues

Cette règle s'applique à la zone réglementaire forte à la zone réglementaire moyenne

- Les clôtures dont les piquets ou poteaux sont espacés de plus de 4 mètres, sans saillie de fondation, constituées de cinq fils maximum et sans grillage

- La reconstruction à l'identique des murs et clôtures existants à la date de l'acte approuvant le PPR

- La construction de murs de clôture au sein de la zone de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU).

4.11. Carrières

- L'ouverture de nouvelles carrières, sous réserve que lors de l'exploitation les dépôts de matériaux soient faits en dehors des zones inondables par la crue de fréquence centennale définies par les cartes jointes au présent document.

- L'exploitation des carrières existantes, de manière légale, avant la date d'approbation du PPRNI, sous réserve que l'exploitant procède aux dépôts des matériaux en dehors des zones inondables par la crue de fréquence centennale définies par les cartes jointes au présent document

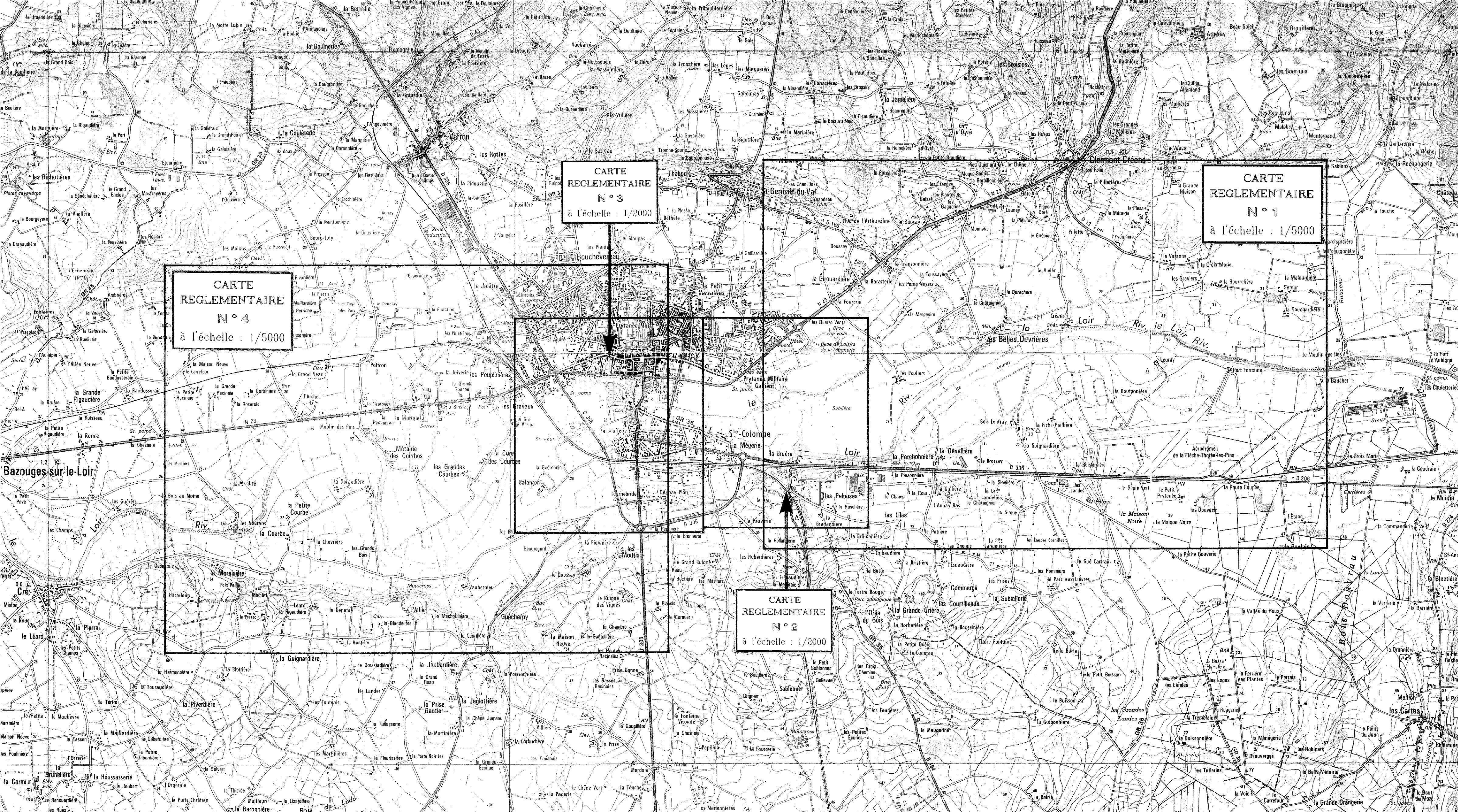
5. DISPOSITIONS PARTICULIERES

Dans le cas de projets de constructions situés en partie sur une zone d'aléa et en partie dans une autre zone, ce sont les prescriptions les plus contraignantes qui s'appliquent.

La commune de La Flèche doit tenir à jour un fichier des constructions, extensions, reconstructions autorisées dans les zones réglementaires fortes, moyennes et faibles à compter de la date d'approbation du PPRNI

Ce fichier sera tenu à disposition des services de l'Etat chargés du contrôle de l'application du PPRNI.

La création de sous-sols et la transformation de sous-sols en locaux habitables en dehors des zones réglementaires fortes, moyennes et faibles seront autorisées à condition qu'il n'y ait pas de risque de refoulement par les réseaux dans ces sous-sols en cas de crue centennale. La commune de La Flèche, lors de l'instruction de ces demandes, vérifiera ce point.



PREFECTURE DE LA SARTHE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

COMMUNE DE LA FLECHE

RIVIERE LE LOIR

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE NATUREL INONDATION

PLAN D'ASSEMBLAGE DES CARTES REGLEMENTAIRES à l'échelle : 1/25000 ème
annexé à l'arrêté préfectoral n°980 /2762 du 16 Juillet 1998

fichier : flechPPR.DWG







SERVICE EQUIPEMENTS PUBLICS (UNITE HYDRAULIQUE) JUIN 1998

L37

new PPR

sit.

PREFECTURE DE LA SARTHE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
COMMUNE DE LA FLECHE
RIVIERE LE LOIR
PLAN DE PREVENTION DU RISQUE NATUREL INONDATION
CARTE REGLEMENTAIRE NO 1 à l'échelle : 1/5000 ème
annexée à l'arrêté préfectoral n 880/2782 du 16 Juillet 1998

- LEGENDE**
- limite de la crue centennale du Loir
 - (29.4) : cote de référence (cote de la crue centennale)
 -  Zone Réglementaire Forte : Secteur Urbain
 -  Zone Réglementaire Forte : Secteur Naturel
 -  Zone Réglementaire Moyenne : Secteur Urbain
 -  Zone Réglementaire Moyenne : Secteur Naturel
 -  Zone Réglementaire Faible : Secteur Urbain
 -  Zone Réglementaire Faible : Secteur Naturel

SERVICE EQUIPEMENTS PUBLICS (UNITE HYDRAULIQUE) JUIN 1998



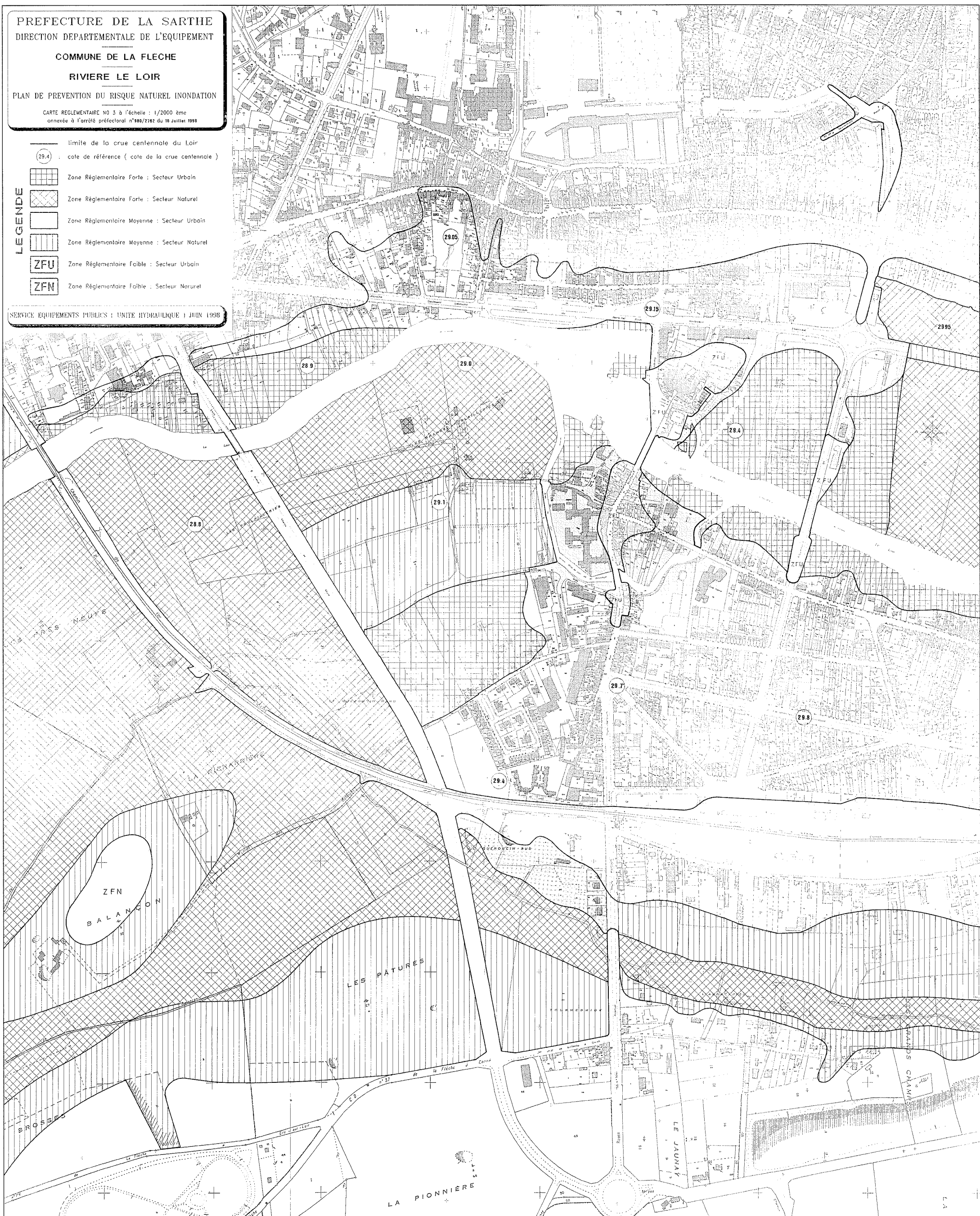
CARTE REGLEMENTAIRE N° 3 à l'échelle : 1/2000 ème
annexée à l'arrêté préfectoral n°80/2762 du 16 Juillet 1998

limite de la crue centennale du Loir

29.4 : cote de référence (cote de la crue centennale)

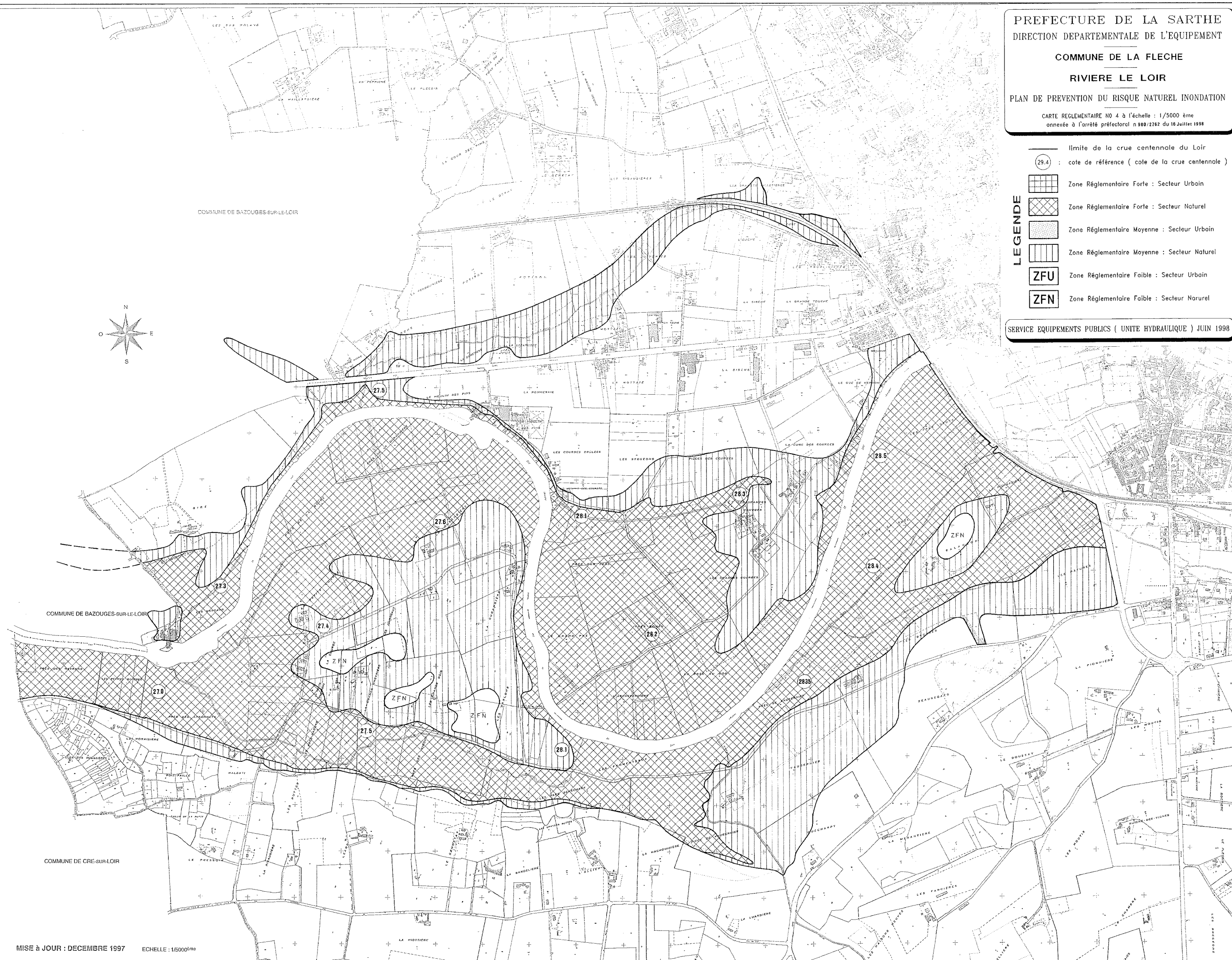
	Zone Réglementaire Forte : Secteur Urbain
	Zone Réglementaire Forte : Secteur Naturel
	Zone Réglementaire Moyenne : Secteur Urbain
	Zone Réglementaire Moyenne : Secteur Naturel
	Zone Réglementaire Faible : Secteur Urbain
	Zone Réglementaire Faible : Secteur Naturel

SERVICE EQUIPEMENTS PUBLICS : UNITE HYDRAULIQUE - JUIN 1998



- LEGENDE**
- limite de la crue centennale du Loir
 - (29.4) : cote de référence (cote de la crue centennale)
 - Zone Réglementaire Forte : Secteur Urbain
 - Zone Réglementaire Forte : Secteur Naturel
 - Zone Réglementaire Moyenne : Secteur Urbain
 - Zone Réglementaire Moyenne : Secteur Naturel
 - ZFU Zone Réglementaire Faible : Secteur Urbain
 - ZFN Zone Réglementaire Faible : Secteur Naturel

SERVICE EQUIPEMENTS PUBLICS (UNITE HYDRAULIQUE) JUIN 1998



PREFECTURE DE LA SARTHE

COMMUNE DE LA FLECHE

RIVIERE "LE LOIR"

**PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE
NATUREL INONDATION**

NOTE DE PRESENTATION

Annexée à l'arrêté préfectoral n° 980/2762 du 16 juillet 1998

direction départementale de l'équipement de la Sarthe
Service Equipements Publics
Unité Hydraulique
1, Rue du Vert Galant
72000 LE MANS

SOMMAIRE

1. OBJET	3
2. PRÉSENTATION DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE	3
2.1. GÉOGRAPHIE - DÉMOGRAPHIE	3
2.2. CLIMAT - MÉTÉOROLOGIE	3
2.3. HYDROGRAPHIE	4
2.4. INONDATIONS	5
3. POLITIQUE DE L'ETAT EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES INONDATIONS ET DE GESTION DES ZONES INONDABLES	6
3.1. POLITIQUE	6
3.2. CONTEXTE LÉGISLATIF	7
3.3. CADRE ET PORTÉE DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES	10
3.3.1. <u>Etablissement du PPR</u>	10
3.3.2. <u>Portée du PPR</u>	10
3.3.3. <u>Objet</u>	10
3.3.4. <u>Constitution</u>	10
3.3.5. <u>Modification</u>	11
3.3.6. <u>Réparation des dommages - Régime d'Assurance</u>	11
3.3.7. <u>Infraction au Plan de Prévention des Risques naturels</u>	13
4. PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE NATUREL INONDATION DE LA FLÈCHE	13
4.1. HISTORIQUE - DÉGATS	13
4.2. DÉTERMINATION DE LA CRUE CENTENNALE	14
4.3. DÉTERMINATION DES ZONES D'ALÉA	14
4.4. DÉTERMINATION DES ZONES RÉGLEMENTAIRES	15
4.5. ÉTABLISSEMENT DU RÈGLEMENT	16
4.5.1. <u>Zone réglementaire forte</u>	16
4.5.2. <u>Zone réglementaire moyenne</u>	18
4.5.3. <u>Zone réglementaire faible</u>	18

1. Objet

L'objet du présent document est l'établissement d'un **Plan de Prévention des Risques naturels** relatif au **risque inondation par la rivière "le Loir" de la Commune de LA FLECHE**, dans le Département de la Sarthe, en application de la loi n° 87 565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi 95 101 du 2 février 1995.

L'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux risques d'inondations a été prescrit sur la totalité du territoire de la Commune de La Flèche par arrêté préfectoral n° 960.0033 du 9 janvier 1996

2. Présentation du Département de la Sarthe

2.1. Géographie - Démographie

La Sarthe est un département de la Région des Pays de la Loire, d'une surface de 6 206 km², constitué de 375 communes et comptant 514 304 habitants au recensement de 1990.

Le Chef lieu du département est Le Mans, lequel concentre, avec son agglomération, 40 % de la population du département.

Les autres communes principales sont La Flèche, Mamers, qui sont Chefs-lieu d'arrondissement, Sablé Sur Sarthe, Le Lude, Château du Loir, Saint Calais, La Ferté-Bernard.

2.2. Climat - Météorologie

La Sarthe est soumise à un climat un peu plus continental que les autres départements de l'Ouest, qui se traduit par une amplitude thermique plus importante.

Le régime des précipitations est de type océanique. Les pluies tombent principalement pendant l'automne avec un maximum en octobre et novembre et l'hiver, pour faiblir au printemps.

La répartition de la pluviométrie est inégale sur le département. Les zones les plus arrosées sont les reliefs (200 mètres d'altitude) comme la région de Sillé Le Guillaume au Nord-Ouest et Le Perche au Nord-Nord-Est.

Le tableau suivant présente, à titre d'illustration, une moyenne des températures et de la pluviométrie sur la période de 1961 à 1990 (origine Météo France) :

MOYENNE 1961 - 1990

	LE MANS				SABLE SUR SARTHE			THOREE LES PINS		
	Températures	Précipitations	Nombres de jours de pluies	Insolations	Températures	Précipitations	jours de pluies	Températures	Précipitations	jours de pluies
Janvier	4,1	65	17	63	4,3	66	16	4	63	13
Février	5	59	15	87	5,1	60	14	5	58	12
Mars	7,2	59	16	142	7,3	58	14	7,3	55	13
Avril	9,8	51	15	179	9,7	48	13	9,8	49	11
Mai	13,3	61	16	204	13,2	59	14	13,4	56	13
Juin	16,7	46	12	227	16,5	45	10	16,8	43	9
Juillet	18,8	50	11	249	18,6	46	9	18,9	44	8
Août	18,3	45	11	222	18,1	47	9	18,4	39	8
Septembre	16	54	11	182	15,9	51	10	16	52	9
Octobre	12,1	58	14	133	12,2	63	13	12,1	59	11
Novembre	7,3	68	17	80	7,4	72	15	7,1	69	13
Décembre	4,8	64	16	57	4,9	67	15	4,7	64	13
Année	11,1	678	169	1825	11	683	157	11,1	652	134

Les pluies sont données en millimètres
 Les températures sont données en degrés et 1/10
 Les insolations sont données en heures

2.3. Hydrographie

Le réseau hydrographique du Département de la Sarthe représente 4 600 kms de long, avec trois rivières principales : l'Huisne, la Sarthe et le Loir.

- *L'Huisne* prend sa source aux Pervenchères dans le Perche Ornais, à 170 mètres d'altitude. D'une longueur totale de 164 kms, elle se jette dans la rivière "la Sarthe" au MANS après avoir parcouru 77 kms dans le département de la Sarthe

Son bassin versant, d'une superficie de 2 530 km² couvre trois départements (l'Orne, l'Eure et Loir, la Sarthe). Son débit d'étiage varie de 3 à 4 m³/s, son débit moyen annuel est de l'ordre de 14 m³/s, son débit de crue centennale est estimé entre 180 m³/s et 220 m³/s.

- *La Sarthe* prend sa source à Soligny La Trappe dans le département de l'Orne, à 256,1 mètres d'altitude. D'une longueur totale de 318 kms, cette rivière traverse le département de la Sarthe sur une longueur de 202 kms, pour se jeter dans la Maine dans le département du Maine et Loire,

Son bassin versant, d'une superficie de 8 500 km² couvre trois départements (l'Orne, la Sarthe et le Maine et Loire)

En amont de sa confluence avec l'Huisne au Mans, son débit d'étiage est de l'ordre de 1 m³/s, son débit moyen annuel est de l'ordre de 7 à 10 m³/s, son débit de crue centennale est de l'ordre de 360 m³/s.

En aval de la confluence, son débit d'étiage est de l'ordre de 8 à 9 m³/s, son débit moyen annuel est de l'ordre de 30 m³/s, son débit de crue centennale est de l'ordre de 650 à 700 m³/s.

- *Le Loir* prend sa source à Saint Denis des Puits en Eure et Loir dans le Perche à 170 mètres d'altitude

D'une longueur totale de 312 kms, le Loir traverse le département de la Sarthe sur une longueur de 98 kms, pour rejoindre la Sarthe et la Mayenne dans le Maine et Loire pour former la Maine.

Son bassin versant, d'une superficie de 8 300 km² couvre cinq départements (l'Eure et Loir, Le Loir et Cher, l'Indre et Loire, la Sarthe, le Maine et Loire)

Son débit d'étiage est de l'ordre de 5 m³/s, son débit moyen annuel est de l'ordre de 25 à 30 m³/s, son débit de crue centennale est de l'ordre de 520 à 570 m³/s.

2.4. Inondations

La Sarthe et l'Huisne ont connu quatre grandes crues depuis le début du siècle :

- Novembre 1930
- Janvier 1966
- Novembre 1966
- Janvier-Février 1995

Le Loir a connu, depuis 1933, des crues importantes :

- Janvier 1961
 - Janvier-Février 1995
- avec trois autres crues de moindres importance (1983, 1984 et 1988).

L'évènement de janvier-février 1995 était commun à l'ensemble du département. Ces crues se sont produites suite à de fortes pluies généralisées sur des terrains déjà saturés.

Les crues, que connaît le Département de la Sarthe, sont des crues de régime fluvial

Le tableau ci-dessous montre l'intensité des phénomènes pluviométriques de 1995 :

	Précipitations en mm du 17 au 26 janvier 1995	Précipitations moyennes usuelles en mm
ALENCON	117	25
LE MANS	127	21
ANGERS	120	17

Les principales Collectivités ayant subi des dégâts importants lors de ces crues sont :

- l'agglomération Mancelle,
- la commune de Sablé Sur Sarthe et ses communes limitrophes
- la commune de La Flèche
- la commune de La Ferté-Bernard, à un degré moindre,

Des Plans de Prévention du Risque naturel inondation existent sur l'agglomération Mancelle (ex PSS de 1968 et ex R 111.3 de 1987), sur la commune de Sablé Sur Sarthe et sur ses communes limitrophes (ex PSS de 1968).

La répétition de crues sur le secteur de La Flèche depuis 1961, l'ampleur des dégâts, l'absence d'outil réglementaire de prévention sur cette commune ont conduit à proposer, en première priorité, la mise en oeuvre d'un Plan de Prévention du Risque naturel inondation sur cette commune

3. Politique de l'Etat en matière de prévention des inondations et de gestion des zones inondables

3.1. Politique

Le Gouvernement a arrêté une politique en matière de prévention des inondations et de gestion des zones inondables, traduite par la circulaire du 24 janvier 1994 cosignée par le Ministre de l'Equipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et le Ministre de l'Environnement.

Les principes à mettre en oeuvre sont les suivants :

- ⇒ Interdire les implantations humaines dans les zones les plus exposées où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne pourrait être garantie intégralement, et les limiter strictement dans le reste des zones inondées
- ⇒ Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des eaux pour ne plus aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval.
- ⇒ Sauvegarder l'équilibre des milieux concernés par des crues de moindre importance, et la qualité de leurs paysages

Ces principes ont des conséquences importantes en terme de politique d'urbanisme avec trois points forts :

- Absence d'urbanisation dans le champs d'expansion des crues : ceux-ci permettent en effet le stockage important de volume d'eau et participent ainsi à la réduction de l'énergie de la crue ;
- Interdiction de tout endiguement ou remblaiement nouveaux qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés déjà existants ;
- Aucun remblai, endiguement pour mettre hors d'eau une zone actuellement inondable et y construire ultérieurement.

3.2. Contexte législatif

La loi 82.600 du 13 juillet 1982, relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, a institué un système d'indemnisation des victimes, parallèlement à la mise en oeuvre par l'Etat de Plans d'Exposition aux Risques (PER), constituant des servitudes d'utilité publique annexées au Plan d'Occupation des Sols. Les PER déterminent les zones exposées aux risques et les mesures de prévention à y mettre en oeuvre par les propriétaires, les collectivités ou les établissements publics.

La loi 87.565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile et à la prévention de risques majeurs, a instauré le principe et les modalités d'une information du citoyen sur les risques majeurs auxquels il est soumis et sur les mesures de sauvegarde qui le concernent. Elle a confié aux Maires la responsabilité de prendre les mesures préventives nécessaires en matière d'urbanisme et d'aménagement, d'exécuter les travaux de protection nécessaires, de préparer la conduite des secours en coordination avec les moyens consacrés par l'Etat.

La loi 92.3 sur l'eau du 3 janvier 1992 a institué la possibilité d'établir des Plans de Surface Submersibles (PSS) sur les vallées non couvertes par des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles, et a précisé les conditions d'indemnisation dans les zones couvertes par un PSS.

La loi 92.3 sur l'eau du 3 janvier 1992 a institué de nouveaux outils de planification. Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), et introduit un système de régimes d'autorisation et de déclaration pour les opérations ayant des incidences sur le régime ou le mode d'écoulement des eaux (Décrets 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993)

La loi du 2 février 1995 sur le renforcement de la protection de l'environnement a modifié la loi 87.565 du 22 juillet 1987 en substituant aux anciens outils de prévention des risques (Plan d'exposition aux risques, Plan de surfaces submersibles en application du code du domaine public fluvial, Plan de surfaces submersibles en application de la loi sur l'eau, périmètres de risques institués en application de l'article R 111.3 du Code de l'Urbanisme) un outil unique de prévention : le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR). Ces PPR sont élaborés par l'Etat.

La loi a précisé leur objet (délimitation de zones), le régime d'indemnisation, les modalités de contrôle de leur application par l'Etat (constat des infractions)

D'autres outils ou moyens de prévention existent :

- *l'Atlas des zones inondables* : Ce document présente un caractère technique qui décrit et explique l'aléa inondation à l'exclusion de tout aspect réglementaire. C'est un document d'information des collectivités, des citoyens.

- *Le Projet d'Intérêt Général (PIG)* : La notion de projets d'intérêt général (PIG), qui trouve son fondement dans les articles L 121.12 et R 121.13 du Code de l'Urbanisme, a été introduite par la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat

Le PIG constitue, avec les servitudes d'utilité publique, un des moyens de prendre en compte les intérêts collectifs qui dépassent le strict cadre des limites territoriales des communes, à l'occasion de l'élaboration et de la révision des schémas directeurs, des Plans d'Occupation des Sols (POS), des Plans d'Aménagement de Zone (PAZ).

Il ne peut y avoir de PIG sans qu'il n'y ait, au préalable, un projet revêtant une certaine importance.

La destination d'un PIG peut porter, entre autres, sur la prévention d'un risque naturel nécessitant l'édiction de dispositions réglementaires particulières. Le risque inondation, en conséquence, peut faire l'objet d'une procédure PIG pour une prise en compte rigoureuse dans les documents d'urbanisme.

Le Préfet établit un projet de prévention qu'il qualifie de PIG, à l'occasion de l'établissement de chaque document d'urbanisme dans le cadre du porter à connaissance :

- en matière de schémas directeurs : articles L 122.11 et R 122.6 du Code de l'Urbanisme ;
- en matière de POS : articles L 123.3 et R 123.5 du Code de l'Urbanisme ;
- en matière de PAZ : articles L 311.4 et R 311.10 du Code de l'Urbanisme.

Le Préfet a la possibilité de mettre en demeure une commune, de modifier un schéma directeur approuvé, voire même d'en élaborer un nouveau, de modifier ou réviser un POS rendu public ou approuvé ou de modifier un PAZ afin de permettre la réalisation d'un nouveau PIG;

L'Etat peut se substituer, à partir d'un certain délai après la mise en demeure, aux communes pour modifier les documents d'urbanisme pour permettre la réalisation du PIG.

Le recours au PIG se justifie dès lors qu'il existe des projets qui font l'objet d'enjeux importants et nécessitent, dans le cadre de documents d'urbanisme, des mesures conservatoires ou préparatoires en attendant leur mise en oeuvre définitive par l'approbation d'une servitude d'utilité publique, par exemple un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles en cas d'enjeux liés au risque inondation.

- *Les Plans d'Occupation des Sols (POS) avec prise en compte du risque inondation.*

Il s'agit d'un outil élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la collectivité. De ce fait, il appartient au représentant de celle-ci de définir les orientations du POS de manière à ce qu'il prenne en considération l'existence du risque inondation, sachant que cette prise en considération est obligatoire.

Le POS porte sur des prescriptions d'occupation et d'utilisation du sol et ne peut avoir pour objet l'édition de règles de construction, d'obligation de réalisation de travaux, comme un PPR.

- *L'article R 111.2 du Code de l'Urbanisme* : Cet article donne la possibilité à la collectivité de contrôler si la commune est dotée d'un POS, tous les projets de construction dans les zones inondables qui, par leur situation, leurs dimensions, seraient de nature à porter atteinte à la sécurité publique.

Cet outil ne peut être valablement utilisé qu'en régime transitoire en attente de la révision des documents d'urbanisme pour prise en compte du risque d'inondation, ou en attente d'un PPR.

Sur les communes non dotées d'un POS, Le Préfet peut utiliser cet article R 111.2 dans la même optique.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles apparaît comme un outil réglementaire pérenne de prévention.

3.3. Cadre et portée du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles

3.3.1. Etablissement du PPR

Le Plan de Prévention des Risques est approuvé par arrêté préfectoral après enquête publique dans les formes prévues par les articles R 11 4 à R 11 14 du Code de l'Expropriation, et après avis des Conseils Municipaux des communes sur lesquelles le plan est applicable.

3.3.2. Portée du PPR

Le Plan de Prévention des Risques approuvé vaut servitude d'utilité publique (Loi n° 87 565 du 22 juillet 1987 modifiée par la loi 95 101 du 2 février 1995)

Il est annexé au Plan d'Occupation des Sols, conformément à l'article L 126 1 du Code de l'Urbanisme.

3.3.3. Objet

Le plan a pour objet (article 40 1 de la loi 87.565 du 22 juillet 1987) de délimiter les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, de délimiter des zones qui ne sont pas directement exposées aux risques, mais où des aménagements pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux, de définir, dans ces deux zones, les mesures de prévention, de protection, de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités et les particuliers, les mesures de gestion des biens existants avant l'approbation du PPR

3.3.4. Constitution

Dans le cas d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles relatif au risque d'inondation, l'évènement de référence est la crue dite crue centennale (c'est-à-dire la crue qui a la probabilité de se produire une fois sur une période de 100 ans) ou c'est la crue la plus importante connue si elle est plus importante que la crue centennale.

Différentes zones d'aléa sont déterminées à l'intérieur du périmètre défini par des limites atteintes par la crue de référence.

Les critères hydrauliques retenus pour la détermination de ces zones d'aléa sont : la hauteur de submersion, la vitesse du courant, la durée de submersion, la vitesse de montée des eaux

Généralement, trois types de zones sont déterminées :

- une zone d'aléa fort, estimée très exposée,
- une zone d'aléa moyen, où les risques sont moindres,
- une zone d'aléa faible à nul, dans laquelle le risque est très atténué, et où sa probabilité d'occurrence et les dommages éventuels restent très faibles

Des circonstances particulières peuvent amener à définir d'autres zones (zone d'aléa très fort...).

Les champs d'expansion des crues correspondant aux zones naturelles, aux zones non ou faiblement urbanisées ne respectent pas, de ce fait, les limites des zones d'aléa, lesquelles sont définies en fonction des risques. Ces champs correspondent à plusieurs types de zone.

Les prescriptions édictées pour préserver ces champs d'expansion peuvent amener à distinguer, dans chaque zone, les secteurs naturels et les secteurs déjà urbanisés.

Ces prescriptions ne sont pas forcément du même type que les prescriptions prises pour prévenir un risque.

3.3.5. Modification

Un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles peut être modifié selon les prescriptions prévues à l'article 8 du décret n° 95 1085 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles.

3.3.6. Réparation des dommages - Régime d'Assurance

Deux situations peuvent se présenter :

- ... l'inondation est reconnue comme catastrophe naturelle par arrêté ministériel,
- ... l'inondation n'est pas reconnue comme catastrophe naturelle. Il s'agit dans ce cas de crues non débordantes ou faiblement débordantes.

3.3.6.1. Catastrophe naturelle

Le respect des dispositions d'un Plan de prévention des Risques naturels conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels, directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque l'état de catastrophe naturelle est constatée par arrêté ministériel.

Les biens et activités implantés antérieurement à la publication d'un PPR continuent à bénéficier d'un régime général de garantie prévue par la loi

Le règlement du PPR peut prévoir des mesures de prévention pour les biens et activités implantés antérieurement à la publication de l'acte approuvant le PPR.

Ces mesures ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 pour cent de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

Ces mesures peuvent être rendues obligatoires dans un délai de cinq ans, lequel peut être réduit en cas d'urgence.

Dans ce cas, le respect de ce type de prescriptions dans les délais impartis pour les biens existants conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels, directement causés par l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque l'état de catastrophe naturelle est constatée par arrêté ministériel.

Le Plan de Prévention des Risques ne peut pas interdire les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façade, la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques, en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée.

La loi 95 101 du 2 février 1995, dans son article 17, a modifié le code des assurances en précisant :

"Toute clause des contrats d'assurance tendant à subordonner le versement d'une indemnité, en réparation d'un dommage causé par une catastrophe naturelle à un immeuble bâti, à sa reconstruction sur place, est réputée non écrite dès que l'espace est soumis à un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles"

La loi 95 101 du 2 février permet aux particuliers, en cas de destruction de leur habitation par l'inondation, d'en prévoir la reconstruction sur un autre site, non soumis au risque inondation, et de percevoir dans ce cadre le versement d'une indemnité.

3.3.6.2. Inondation non reconnue catastrophe naturelle

Le versement d'indemnité dépend des conditions prévues dans les clauses du contrat d'assurance.

La plupart des contrats d'assurance présents sur le marché exclut, pour les particuliers, le versement d'indemnité en cas d'inondation non reconnue catastrophe naturelle.

Les clauses "Dégâts des eaux" ne prennent pas en compte généralement ces risques.

Des contrats peuvent couvrir ce risque. Dans ce cas, aucun texte législatif ne conditionne le versement d'indemnité au respect ou au non respect des prescriptions du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles. Les clauses du contrat doivent être étudiées au cas par cas.

3.3.7. Infraction au Plan de Prévention des Risques naturels

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un Plan de Prévention des Risques ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation, ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480.4 du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions des articles L 460 1, L 480 1, L 480 2, L 480 3, L 480 5 à L 480 9 et L 480 12 du Code de l'Urbanisme sont également applicables à ces infractions, sous la réserve des conditions suivantes :

- 1°) Les infractions sont constatées, en outre, par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente, et assermentés
- 2°) Pour l'application de l'article L 480 5, le tribunal statue au vu des observations écrites ou après audition du maire ou des fonctionnaires compétents, même en l'absence d'avis de ces derniers, soit sur la mise en conformité des lieux ou des ouvrages avec les dispositions du plan, soit sur leur rétablissement dans l'état antérieur
- 3°) Le droit de visite prévu à l'article L 460 1 du Code de l'Urbanisme est ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente.

4. Plan de Prévention du Risque Naturel Inondation de La Flèche

4.1. Historique - Dégâts

La commune de La Flèche, située à environ 260 kms de la source de la rivière "Le Loir" qui la traverse, est l'une des plus exposée du département de la Sarthe aux inondations.

Au cours des dernières décennies, la commune a été affectée par plusieurs crues importantes : 1961, 1983, 1984, 1988 et 1995

- En 1961, le montant des dégâts aux équipements publics s'est élevé à 2, 400 MF (valeur 1968) pour une crue d'occurrence 40 à 50 ans ;
- En 1984 et 1988, les crues d'occurrence 7 ans ont provoqué quelques dommages ;
- En 1995, le montant des dégâts aux équipements publics s'est élevé à 2,146 MF (valeur 1995) pour une crue d'occurrence 40 à 50 ans.

A ce jour, pour la crue de 1995, le montant des dégâts aux biens privés n'est pas connu précisément.

La crue critique, à partir de laquelle se produisent des dommages, est de période de retour voisine de 5 ans (étude Hydratec de 1987 sur le Loir, relative à l'aménagement hydraulique et à la protection contre les inondations).

Le dommage moyen annuel a été estimé à 900 000 F dans le cadre de cette étude.

4.2. Détermination de la crue centennale

La crue de référence prise pour établir le Plan de Prévention des Risques naturels inondation sur la ville de La Flèche est la crue centennale

Une étude hydraulique a été confiée au bureau d'études Hydratec pour déterminer les caractéristiques de cette crue centennale : débits, hauteurs d'eau, vitesse d'écoulement ...

Une modélisation mathématique de simulation des écoulements de crue a été utilisée. Ce modèle avait été mis en oeuvre lors de l'étude réalisée en 1987 sur l'ensemble du Loir par la Société Hydratec. Il a été réactualisé en tenant compte des aménagements réalisés depuis 1987 et recalé pour les paramètres hydrauliques à l'aide des observations réalisées lors de la crue de 1995 (457 m³/s en pointe) et sur les repères de crue nivelés.

La crue centennale présente un débit maximum instantané de l'ordre de 550 m³/s.

4.3. Détermination des zones d'aléa

Le territoire de La Flèche, sur lequel porte le périmètre du PPR a été divisé en quatre zones :

- une zone d'aléa fort
- une zone d'aléa moyen
- une zone d'aléa faible à nul
- une zone non exposée correspondant au reste du territoire.

Le règlement du PPR porte sur les trois premières zones

Les zones d'aléa fort et d'aléa moyen correspondent aux zones qui seraient inondées par une crue centennale.

La zone d'aléa faible à nul correspond aux secteurs enclavés lors de crues centennales, c'est-à-dire à des secteurs non inondés, mais inaccessibles lors de ces crues.

Les critères hydrauliques retenus pour le zonage de l'aléa "inondation" sont les suivants :

Aléa	Hauteur d'eau lors de la crue centennale	Vitesse lors de la crue centennale	Durée de submersion pour une crue centennale	Observations complémentaires
Fort	1 m à plus de 2 m	Forte à moyenne > 1 m/s	De 5 jours à plus de 10 jours	Distinction : - zones urbaines - zones naturelles
Moyen	0 à 1 m	Moyenne à faible de 0 m/s à 1 m/s	Moins de 5 jours	Distinction : - zones urbaines - zones naturelles
Faible à nul	0	0	Inaccessibilité de la zone	- zones enclavées * - zones urbaines - zones naturelles

* Les zones enclavées sont des zones entièrement entourées par des zones d'aléa moyen

4.4. Détermination des zones réglementaires

Le territoire de La Flèche, sur lequel porte le présent périmètre du PPR, a été divisé en quatre zones :

- une zone réglementaire forte
- une zone réglementaire moyenne
- une zone réglementaire faible, où il est prescrit des mesures destinées à assurer la cohérence avec les autres zones,
- une zone non exposée correspondant au reste du territoire où aucune mesure n'est prescrite

Le règlement du PPR porte sur les trois premières zones.

Les zones réglementaire forte et réglementaire moyenne correspondent aux zones qui seraient inondées par une crue centennale.

La zone réglementaire faible correspond à des secteurs non inondés mais inaccessibles en période de crue centennale. Ces secteurs constituent des "îles" au sein de la zone inondable par la crue centennale. Ils constituent des zones enclavées. Elle est créée pour prendre des mesures conservatoires qui assurent la cohérence avec les autres zones et permettent de ne pas augmenter les risques.

Ces trois zones sont cartographiées sur les cartes réglementaires

Les cotes de référence indiquées sur les cartes réglementaires correspondent aux cotes qui seraient atteintes par la crue centennale dans ces zones.

Le système de référence est le système de nivellement Général Français normal NGF(IGN 69)

Les trois zones réglementaires se déclinent comme suit :

Zones réglementaires	Aléas		Observations
Forte	Fort	(Zone urbaine (Zone naturelle	Secteur urbain Secteur naturel
Moyenne	Moyen	(Zone urbaine (Zone naturelle	Secteur urbain Secteur naturel
Faible	Faible	(Zone urbaine (Zone naturelle	Zone enclavée Secteur urbain Secteur naturel

4.5. Etablissement du règlement

4.5.1. Zone réglementaire forte

Le règlement précise les prescriptions applicables et les mesures d'interdiction dans chacune des trois zones, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan

Cette zone est un secteur régulièrement inondé où, dans le cas d'une crue centennale, les inondations sont redoutables en raison de l'intensité des paramètres physiques

Aucune implantation de nouveaux biens ou de nouvelles activités ne peut être justifiée d'un point de vue économique face aux risques existants dans cette zone.

Aucune mesure de protection, par remblai, endiguement, ne doit être prise, d'une manière générale, dans ces zones pour permettre l'implantation de nouveaux biens ou de nouvelles activités afin de ne pas aggraver les risques pour les zones amont et aval. Des exceptions justifiées par des contraintes de faisabilité sont possibles : elles sont précisées par le règlement du PPR et font l'objet de nombreuses conditions de réalisation

La zone réglementaire forte porte à la fois sur des champs d'expansion (zones naturelles) à préserver, sur des secteurs urbanisés, sur des espaces vides au sein de milieux urbanisés. Elle est divisée en deux secteurs : secteur naturel et secteur urbain

Le règlement de cette zone a un triple objectif :

- préserver les capacités de stockage des champs d'expansion (zones naturelles, espaces vides) en interdisant toute urbanisation, en y interdisant tout remblai, endiguement, construction d'obstacles à l'écoulement des crues ;
- préserver le libre écoulement des eaux, afin de ne pas aggraver les impacts en amont et en aval, par l'interdiction de l'urbanisation, de remblais, d'endiguement, de création d'obstacles ;
- assurer la sécurité des personnes, des biens et des activités en interdisant toute nouvelle implantation dans cette zone.

Le règlement de cette zone tient compte de l'existant. Il prévoit des règles de gestion pour les biens et les activités existantes avant la date de publication du PPR.

Les règles suivantes peuvent être signalées :

- Les constructions sur les terrains non bâtis sont interdites.
- Les extensions de constructions sont interdites si elles nécessitent une emprise au sol complémentaire, sauf dans le cas de constructions de locaux sanitaires ou techniques où 10 m² d'emprise sont autorisés.
- La reconstruction après sinistre lié à l'inondation est interdite : Dans le cas d'un sinistre lié à une catastrophe naturelle, l'article 17 de la loi 95 101 du 2 février 1995 permet une telle disposition, le versement d'indemnité n'étant plus lié à la reconstruction sur place, lorsqu'un PPR existe.

Le règlement prévoit l'autorisation de certaines infrastructures publiques afin de ne pas bloquer les possibilités de développement de la collectivité. Cette autorisation est donnée sous conditions de respect de contraintes très fortes, par exemple un impact nul sur la ligne d'eau en cas de crue centennale, la mise en oeuvre de mesures compensatoires de restauration des champs d'expansion des crues.

A noter une règle particulière pour le plan d'eau de la Monnerie où la commune de La Flèche a déjà engagé un projet d'aménagement. Ce projet a pour objectif de mettre en valeur, par une exploitation liée aux loisirs, le plan d'eau actuel et son extension future, laquelle sera consécutive à l'extaction de matériaux dans cette zone par un carrier.

Cette règle particulière autorise les équipements et les constructions nécessaires aux activités nautiques (canoë kayak, voile, aviron...). L'emprise au sol de l'ensemble de ces équipements est limitée à 150 m².

4.5.2. Zone réglementaire moyenne

Cette zone est une zone moins sujette à inondation que la zone réglementaire forte, où l'intensité des paramètres physiques est moindre.

Les limites de cette zone correspondent aux limites qui seraient atteintes par une crue centennale

Cette zone est divisée en deux secteurs : secteur naturel et secteur urbain.

Le règlement du secteur urbain tient compte de son caractère urbain, avec l'objectif de limiter les personnes et les biens exposés au risque inondation, d'assurer la sécurité des personnes et de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens

Les règles sont légèrement plus restrictives dans le secteur naturel que dans le secteur urbain afin de préserver les champs d'expansion des crues.

Le règlement de cette zone prévoit :

- l'interdiction des constructions sur les terrains non bâtis
- la possibilité d'extension des constructions implantées antérieurement à la date d'approbation du PPR, sous réserve d'une emprise complémentaire limitée à 30 m², ou à 40 m² dans le cas de création de sanitaires ou de locaux techniques ;
- des utilisations du sol plus nombreuses en partie urbaine (création de parking sous conditions, changement de destination).

A noter une règle particulière, c'est-à-dire la possibilité d'autoriser des équipements et des constructions liés aux activités nautiques, aux activités de tourisme et de loisirs dans le cadre de l'aménagement du plan de la Monnerie. L'emprise au sol de l'ensemble de ces constructions et équipements est limitée à 850 m².

4.5.3. Zone réglementaire faible

La zone réglementaire faible intervient pour assurer la cohérence avec les autres zones réglementaires. Elle porte sur des zones non inondées mais inaccessibles en période de crue centennale. Elle est divisée en deux zones : zone naturelle et zone urbaine.

L'objectif de ses dispositions est de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées aux risques d'inondation, et de ne pas aggraver les conséquences des inondations.

Elle prévoit comme principale disposition l'interdiction de construire sur des terrains non bâtis